

Les analystes ont été surpris par la stagnation de la production industrielle française durant l'été, intervenant certes après un 2<sup>e</sup> trimestre exceptionnel. Au total, **la croissance devrait cependant atteindre 2,3 % sur l'année**, selon les premières estimations, au lieu des 2 % initialement prévus.

L'**activité** s'est montrée également moins tonique **en Loir-et-Cher**, comme en témoignent notamment le **recul des chiffres d'affaires** par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre et la **contraction des échanges de marchandises** avec l'international. Il est cependant ardu de distinguer ce qui relèverait des évolutions saisonnières de ce qui serait imputable à un phénomène inattendu.

Cela ne semble pas avoir affecté la création d'emploi, hormis concernant l'intérim. En effet, tant pour les **intentions d'embauche** que pour leur concrétisation sur **l'évolution de l'emploi salarié, les performances** du trimestre **sont remarquables**. L'augmentation du volume d'offres d'emploi collectées par l'ANPE est d'autant plus intéressante qu'elle concerne en premier lieu les **emplois durables**. En données corrigées des variations saisonnières, le Loir-et-Cher compterait 360 salariés de plus qu'en juin ; sur un an, le gain se monterait à 1 400 postes de travail. À lui seul, le **Romorantinais** serait à l'origine de 45 % de cette hausse.

Les **investissements**, un peu en retrait, sont toutefois supérieurs à leur niveau du 3<sup>e</sup> trimestre 2005. De son côté, la mise en chantier de **nouvelles surfaces destinées à l'activité** affiche un **bon résultat**, grâce à l'industrie et la logistique. Le volume des autorisations délivrées montre que cette tendance devrait se poursuivre.

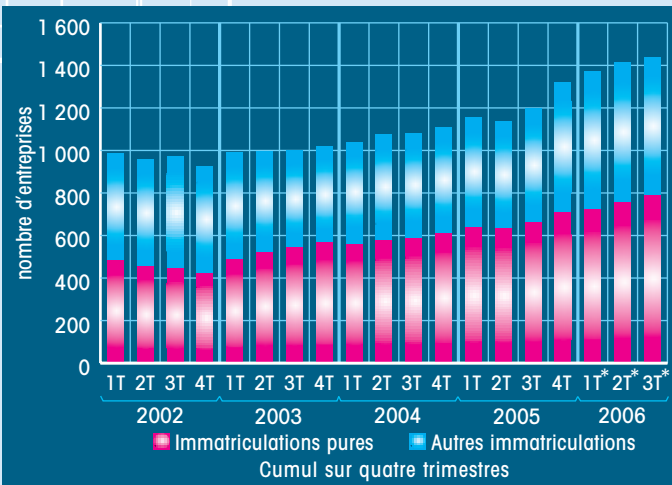
La **création d'entreprises** n'a marqué **aucun répit**, malgré la période estivale, pour celles relevant de la **Chambre de Commerce et d'Industrie**. Elle campe à proximité des records atteints au cours des deux premiers trimestres 2006. On constate en revanche une **certaine pause pour l'Artisanat** où le nombre des immatriculations n'est pas supérieur à celui de l'été 2005.

Les flux soutenus de création d'emplois ont un impact direct sur le **chômage**. Celui-ci **continue de refluer**, sur un rythme un peu plus modeste qu'au 2<sup>e</sup> trimestre. Sur un an, la baisse est toujours très importante et le **taux de chômage perd** de nouveau une **petite fraction à 7,5 %**, ce qui le met quasiment au niveau de juin 2002. L'amélioration du marché de l'emploi se traduit d'ailleurs par une augmentation des inscriptions de personnes désirant reprendre une activité.

En ce 3<sup>e</sup> trimestre, la baisse du nombre des **bénéficiaires du RMI** reste très **limitée**, les effectifs demeurant supérieurs à ceux de septembre 2005.

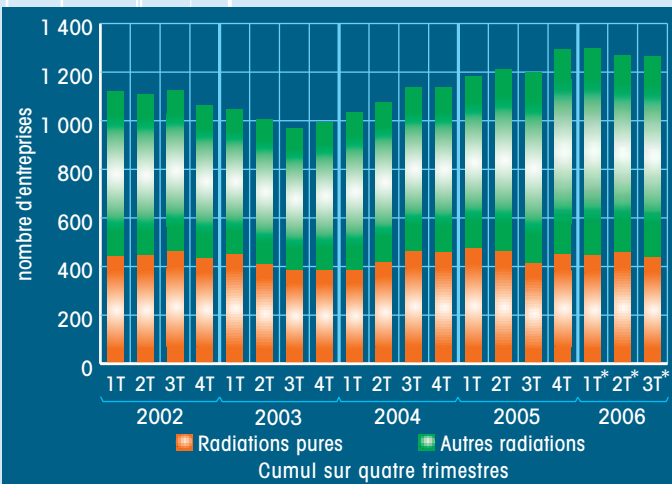
## POURSUITE DES EMBAUCHES, BAISSE DU CHÔMAGE

## 1 CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



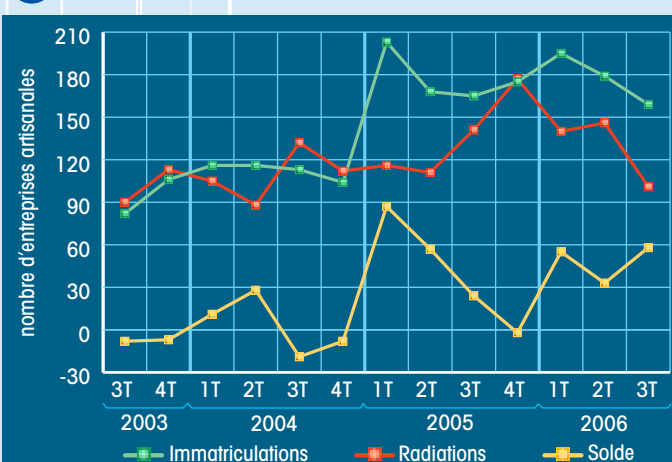
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher  
\* données provisoires

## 2 RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher  
\* données provisoires

## 3 MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



source Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

## PAS DE VACANCES POUR LES CRÉATEURS D'ENTREPRISE

La période estivale n'a pas ralenti l'ardeur des candidats à la création d'entreprise, qui reste toujours sur les sommets. La Chambre de Commerce et d'Industrie aurait ainsi enregistré **194 immatriculations pures** ① entre juillet et septembre, selon les données provisoires. Il est à noter que des corrections ont été apportées aux résultats des deux trimestres précédents, en légère baisse. En **cumul annualisé**, le total s'élèverait à **789 créations**, soit 127 de plus que durant la période antérieure. L'amélioration est confirmée dans l'industrie, alors que l'on constate un moindre dynamisme pour les cafés-hôtels-restaurants et les entreprises de transport. La contribution de la construction apparaît en revanche de plus en plus impressionnante avec 80 créations de plus qu'entre septembre 2004 et septembre 2005.

Le nombre des **disparitions d'entreprises** ② est trop provisoire pour tirer des enseignements. Les **résultats pour 2005** sont en revanche désormais définitifs. Ils font apparaître un total de **449 radiations pures**, soit une **dizaine de moins** qu'en 2004. Comme le nombre des créations s'est accru d'une centaine (710), le **solde est positif de 261 unités**, ce qui constitue un **record pour le Loir-et-Cher**, au moins pour les dix dernières années et sans doute plus encore.

Les mouvements enregistrés au Répertoire des Métiers ③ sont un peu moins étoffés qu'au cours des trimestres précédents. Entre juillet et septembre, **159 entreprises nouvelles se sont immatriculées**, contre 179 au printemps. Ce résultat est toutefois très voisin de celui de l'été 2005 (165). Le **nombre des radiations est lui aussi en retrait, de façon plus nette encore : 101**, soit 45 de moins en trois mois et 40 de moins qu'à l'été 2005. Le solde apparaît en conséquence très élevé (+ 58). **Sur 12 mois**, les cumuls se montent à **708 immatriculations (+ 68)** et **564 radiations (+ 84)**, conduisant à un **solde positif de 144 unités**. La prépondérance des entreprises du Bâtiment dans ce résultat s'est encore renforcée (+ 123), alors que la dynamique des services (+ 32) s'est un peu amoindrie. Dans l'alimentation, le solde est négatif de 16 unités sur un an, les disparitions ayant repris le pas sur les créations au cours du trimestre.

## L'ACTIVITÉ A MARQUÉ UNE PAUSE DURANT L'ÉTÉ

Évolution conjoncturelle estivale ou reflet de la pause constatée en France, les **chiffres d'affaires des entreprises** ❶ du Loir-et-Cher sont **moins élevés** qu'au 2<sup>e</sup> trimestre, selon les informations fournies par les services fiscaux. Au cours de l'été, le montant total s'est établi à 2,34 milliards d'euros, soit - 3,5 % en trois mois. En revanche, il est **supérieur de 12,4 % à celui du 3<sup>e</sup> trimestre 2005**. En cumul annuel, le total atteint 9,34 milliards d'euros, en **hausse de 7,4 %** par rapport aux douze mois précédents. Malgré le creux de ce trimestre, le niveau d'activité est donc sensiblement plus élevé depuis le début de l'automne 2005.

Les **déclarations préalables à l'embauche** recueillies par l'URSSAF au titre de **l'intérim** ❷ sont **en recul de 1,2 %** au cours du trimestre, avec un total de 27 960. En revanche, leur **volume est nettement supérieur à celui de l'été 2005** : + 8,9 %. En **données cumulées** sur douze mois, l'URSSAF a comptabilisé 103 696 intentions, ce qui représente une **hausse de 7,1 %** par rapport à la période antérieure.

Les informations relatives au **chômage partiel** ❸ sont toujours indisponibles.

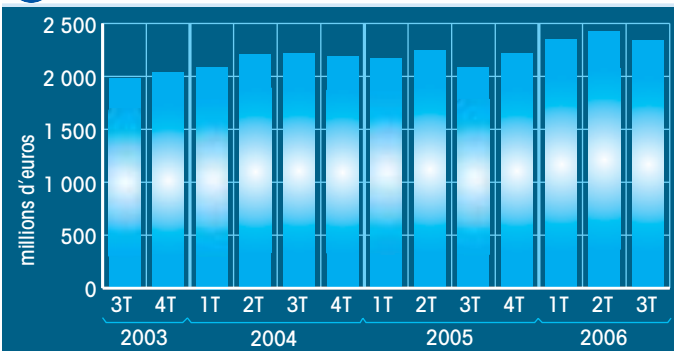
Sur sa lancée des trimestres précédents, la **part des cotisations URSSAF<sup>1</sup> restant dues à l'échéance** ❹ s'est encore effritée quelque peu pour s'établir à **0,77 %** fin septembre. Elle est inférieure de 0,1 point à celle du 3<sup>e</sup> trimestre 2005. Le léger tassement de la croissance de l'activité ne semble pas avoir pesé sur les capacités de trésorerie des entreprises.

## LES ÉCHANGES DE MARCHANDISES AVEC L'ÉTRANGER SE SONT CONTRACTÉS

Les **échanges commerciaux** entre le département et l'international ont été moins étoffés au cours de l'été. Les **exportations** ❺ ne sont toutefois qu'en **très léger repli** (- 0,7 % en trois mois), à 374 M€; elles sont par ailleurs **très nettement supérieures à leur niveau du 3<sup>e</sup> trimestre 2005** : + 12,5 %. La situation du Loir-et-Cher apparaît beaucoup plus favorable que celle de l'ensemble de la région, qui subit une baisse très sensible entre juillet et septembre (- 14 %) et dont les résultats sont également en recul de 2,1 % par rapport à l'été précédent. En cumul sur douze mois, les exportations départemen-

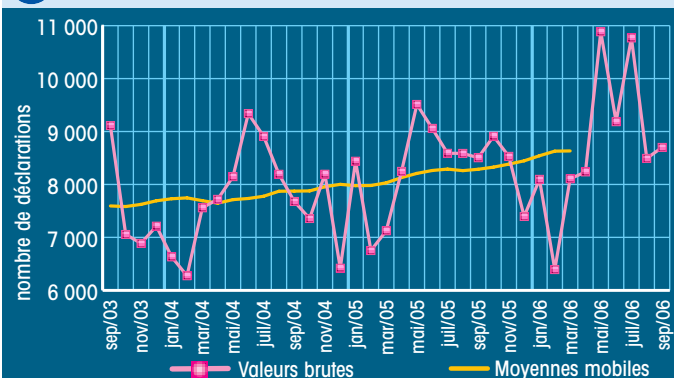
(1) À partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2003, l'URSSAF de Loir-et-Cher a recalculé le montant des cotisations liquidées et des restes à recouvrer en tenant compte du versement des cotisations du département quel que soit le lieu où elles sont encaissées. Les champs étant différents, les chiffres ne sont pas comparables à ceux de l'ancienne série.

## ❶ CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES



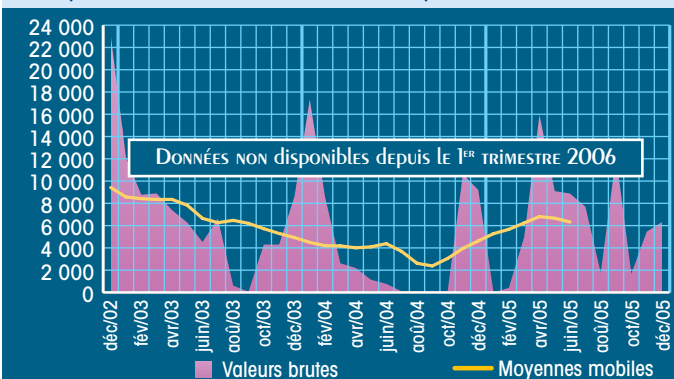
source Direction des services fiscaux : à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

## ❷ RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



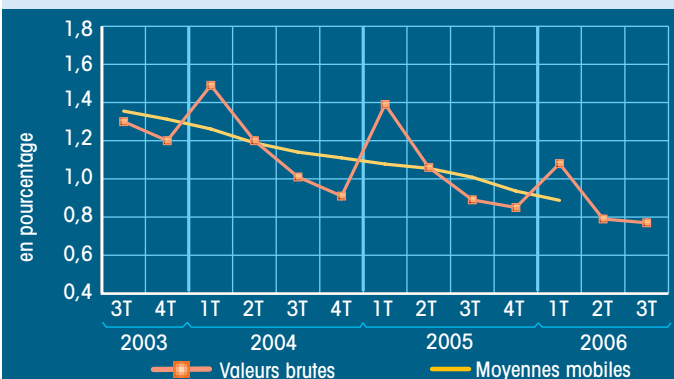
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

## ❸ CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



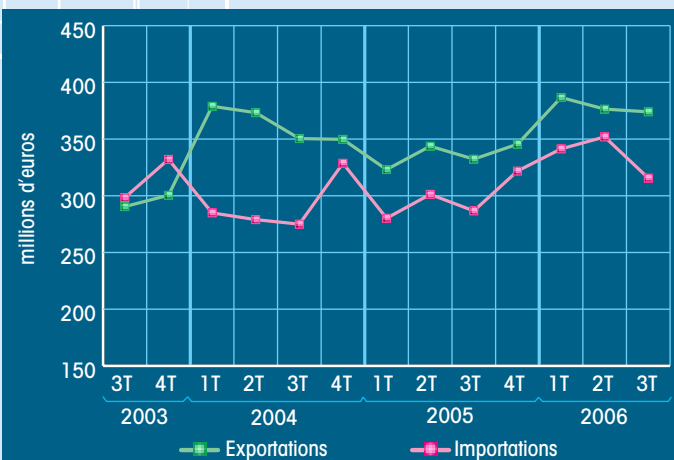
source DRTRFP

## ❹ TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



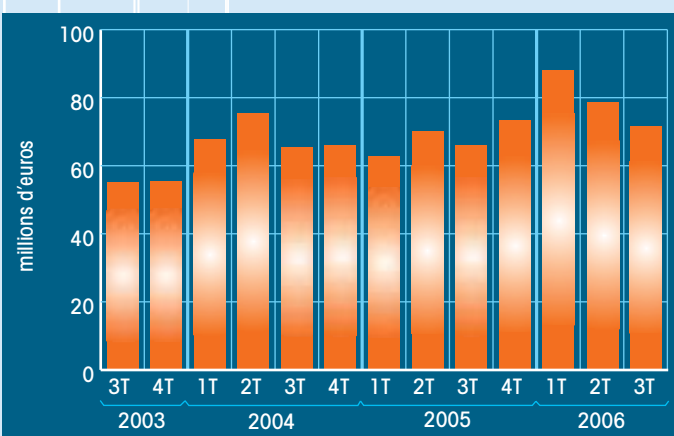
source URSSAF - Services statistiques régionaux

## 5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



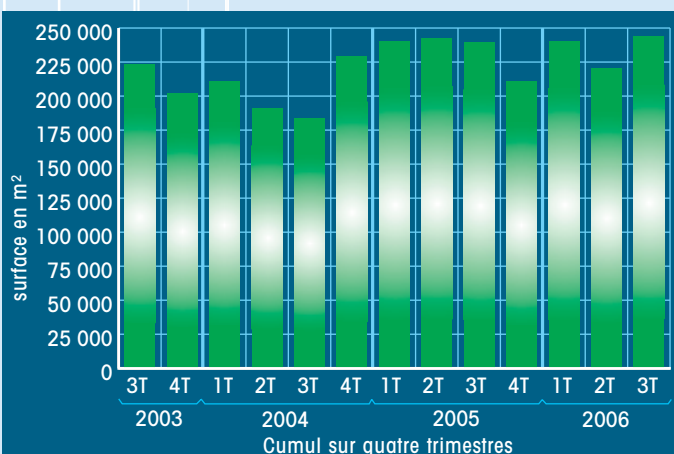
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

## 6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

## 7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES\*)



source DRE - fichier Sitadel

\* Cumul glissant sur quatre trimestres.

tales sont en augmentation de près de 10 % sur la période antérieure. On remarque en particulier la très bonne tenue des produits de l'industrie chimique, des industries alimentaires et des machines et appareils électriques, tandis que les équipements automobiles subissent le recul de ce marché au niveau européen.

Après plusieurs trimestres de progression continue, les **importations marquent un coup d'arrêt** : - 10,3 % au cours du trimestre, avec un total de 315,6 M€. Elles **dépassent** néanmoins de 10 % le total de l'été 2005. Le repli touche l'ensemble des principales branches. À noter que l'évolution est à peu près similaire au niveau régional (- 8 % en trois mois). Le cumul annuel est toujours largement plus élevé que le précédent : + 11,2 %. Pour le Centre, l'augmentation est plus limitée (+ 5,1 %).

Conséquence de la baisse plus marquée des importations, le **solde des échanges commerciaux du département est en forte augmentation**, à 58,4 M€ (24,5 M€ au 2<sup>e</sup> trimestre). Au 30 septembre, le **taux de couverture**<sup>2</sup> est de 118 % en Loir-et-Cher et de 110 % pour le Centre, où le solde s'est fortement contracté.

## HAUSSE SENSIBLE DES NOUVELLES SURFACES CONSACRÉES AUX ACTIVITÉS

Très vigoureux en début d'année, les **investissements** <sup>6</sup> s'inscrivent en repli pour le deuxième trimestre consécutif. Le montant calculé par les Services fiscaux ressort à **71,7 millions d'euros** entre juillet et septembre, soit près de 7 millions de moins qu'au printemps (- 8,7 %). Ils sont cependant **supérieurs de 8,4 % au résultat du 3<sup>e</sup> trimestre 2005**. En cumul sur 12 mois, l'évolution **reste très bien orientée** (+ 17,7 %), grâce notamment aux montants engrangés au premier semestre.

On constate une amélioration de la mise en chantier de **nouvelles surfaces destinées aux activités** <sup>7</sup>, concrétisant enfin les espoirs que faisaient naître les autorisations délivrées au cours des mois précédents. Ainsi, près de **74 000 m²** ont été lancés entre juillet et septembre, soit 2 fois plus qu'au printemps ; rappelons cependant que le total était particulièrement faible. Deux activités se révèlent en pointe dans le résultat du trimestre : l'industrie et la logistique. Le **cumul annualisé** (243 700 m²) n'est encore que **faiblement supérieur** à celui des 12 mois antérieurs (+ 1,7 %), mais la tendance à l'effrètement est pour l'instant enrayée. Si l'on en juge par le **volume des autorisations, toujours très important**, l'amélioration devrait se renforcer prochainement. L'écart entre les surfaces autorisées et celles réellement construites est particulièrement élevé dans la logistique, alors qu'un net redressement est entrevu dans le commerce et la santé.

(2) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

## Nouvelle progression de l'emploi salarié<sup>3</sup>

Les premières estimations de l'URSSAF montrent que les effectifs salariés ① auraient continué d'augmenter en Loir-et-Cher au 3<sup>e</sup> trimestre, en données corrigées des variations saisonnières. La progression serait de **0,4 % en trois mois**, correspondant à la **création nette de 360 postes de travail**. Il convient également de souligner que les résultats du 2<sup>e</sup> trimestre ont été corrigés à la hausse. Hors fonction publique d'État et agriculture, le département compterait ainsi **82 018 salariés au 30 septembre** (données cvs); soit un **gain de 1 400 emplois** en un an (+ 1,7 %).

Entre juillet et septembre, les évolutions par zone d'emploi ② sont toutes orientées positivement.

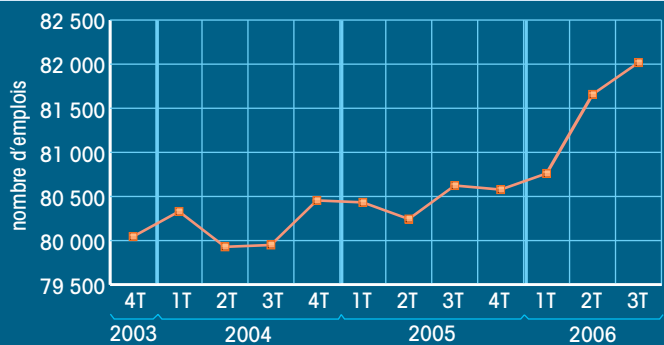
On remarque en particulier une **très forte augmentation en Vendômois** (+ 1,25 %), qui fait plus que gommer le repli enregistré au trimestre précédent. En **Romorantinois**, la **croissance** reprendrait un rythme **plus modéré** (+ 0,4 %) après un premier semestre très prolifique. **Sur un an**, le **résultat** de ce territoire apparaîtrait assez **exceptionnel**: + 4,2 %, correspondant à la création nette de 620 postes de travail. Le gain serait presque aussi élevé dans le **Blaisois** en valeur absolue (+ 600), mais plus mesuré en valeur relative (+ 1,2 %). En Vendômois, on aurait gagné près de 180 emplois depuis septembre 2005 (+ 1,2 % également).

Quelques modifications apparaissent dans l'évolution de l'emploi par grand secteur d'activité ③. Les **services** (hors intérim) auraient connu une **croissance plus soutenue** ce trimestre (+ 1,5 %) qui améliorerait la performance sur un an: + 2,6 %, ce qui représente environ 850 emplois. La **progression du BTP** serait une nouvelle fois **confirmée** avec + 1,1 % en trois mois et + 4,6 % en un an (+ 360 emplois). Le **commerce** ferait preuve d'un **dynamisme renforcé** avec un gain de 1 % entre juillet et septembre, se traduisant par une augmentation de 3 % sur 12 mois (+ 375 emplois). **L'intérim**, moteur au cours des derniers mois dans la création de postes, subirait un **coup d'arrêt** assez sévère au cours de l'été: - 2 %; cette évolution n'est pas surprenante compte tenu de la sensibilité de cette activité à la conjoncture. Sur un an, le résultat serait néanmoins largement positif (+ 3,3 %, correspondant à 160 emplois). Après deux trimestres de hausse, faible mais tangible, **les effectifs de l'industrie auraient repris leur tendance à l'érosion**: - 0,9 % durant l'été et - 1,5 % sur un an, soit une perte de 340 emplois.

La **masse salariale** ④ serait au même niveau qu'en juin dernier. Sur un an, elle aurait augmenté de 3,2 %, soit presque deux fois plus vite que l'emploi.

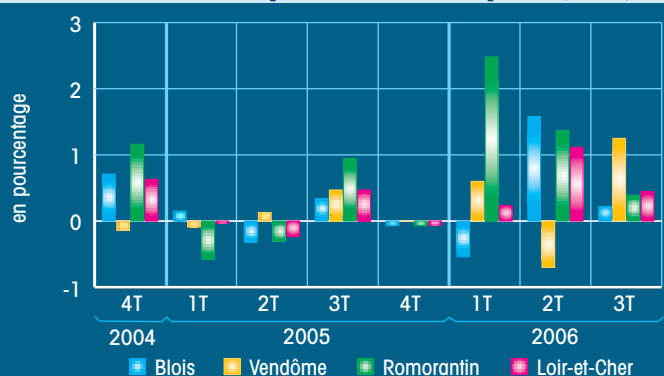
(3) rappelons que depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2006, l'Indicateur 41 intègre l'exploitation des séries statistiques nouvellement diffusées par l'URSSAF sur l'emploi salarié et la masse salariale. Celles-ci sont disponibles par zone d'emploi et grand secteur d'activité, en données corrigées des variations saisonnières. Elles ne prennent pas en compte le secteur agricole. Les séries sont révisées à chaque trimestre depuis leur origine.

## 1 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS



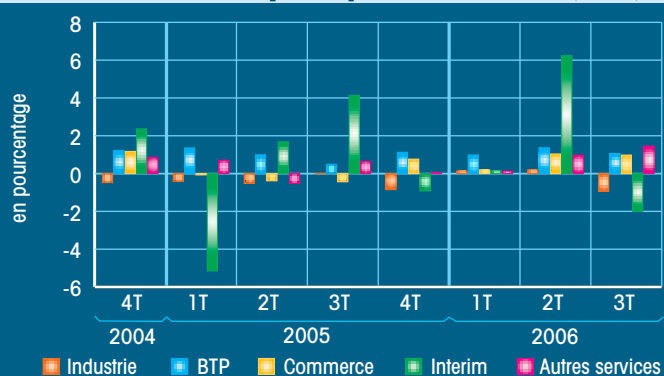
Source : URSSAF de Loir-et-Cher

## 2 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS PAR ZONE D'EMPLOI (EN %)



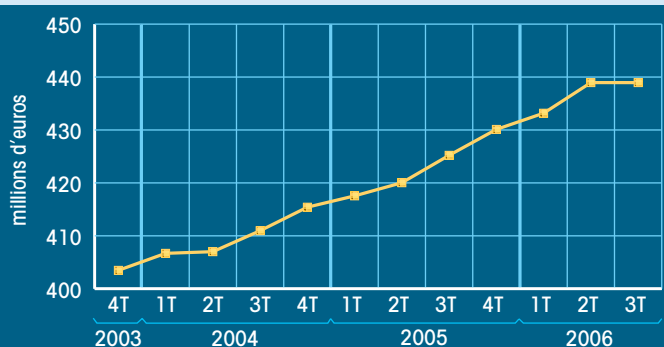
Source : URSSAF de Loir-et-Cher

## 3 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS PAR GRAND SECTEUR (EN %)



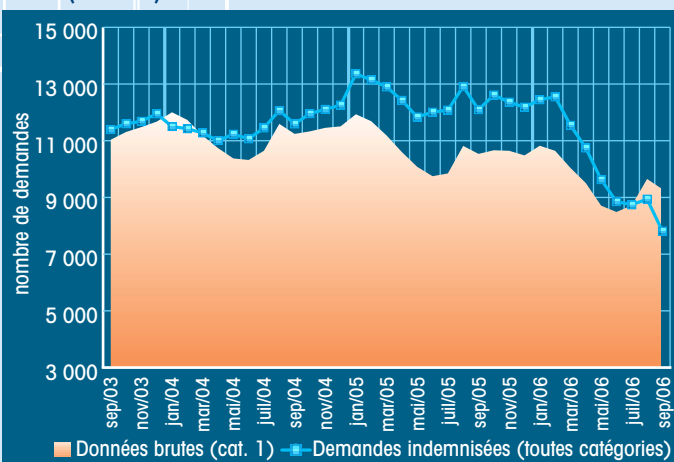
Source : URSSAF de Loir-et-Cher

## 4 Évolution de la masse salariale EN DONNÉES CVS



Source : URSSAF de Loir-et-Cher

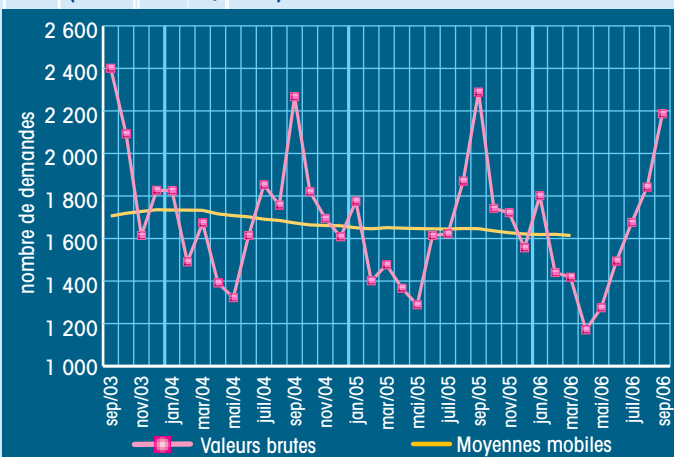
## 1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDIC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

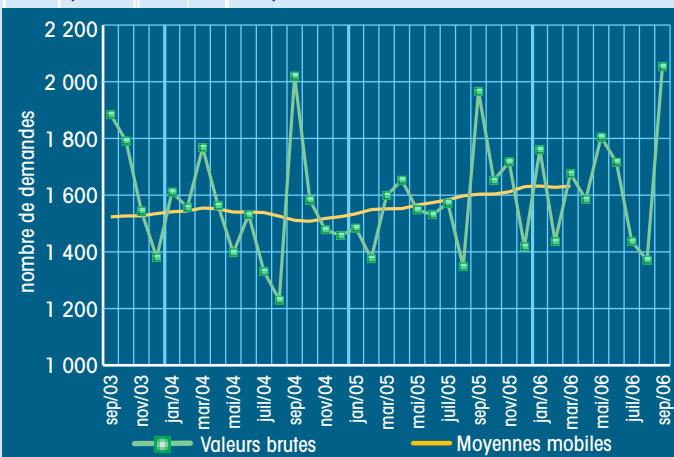
## 2 DEMANDES d'emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

## 3 DEMANDES d'emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

## LE CHÔMAGE CONTINUE DE BAISSER SUR UN RYTHME SOUTENU

Le chômage continue de baisser, mais sur un rythme plus modéré qu'au 2<sup>e</sup> trimestre. **En données corrigées des variations saisonnières**, il a en effet reculé de **1,2 %** entre juillet et septembre en Loir-et-Cher. Les évolutions sont plus accentuées dans le Centre (- 3,2 %) et la France (- 2,6 %). **En données brutes**, le département compte **9 289 demandeurs d'emploi** ① de catégorie 1 fin septembre. Le **rythme annuel de décélération** est toujours très soutenu: **- 11,8 %**. La décreue s'accélère par ailleurs dans le Centre (- 10,1 %), comme en France (- 10,7 %). Les distorsions qui étaient apparues en 2005 dans l'évolution des différentes catégories semblent aujourd'hui aplanies. En effet, **toutes catégories confondues**, le nombre des demandes d'emploi est en **repli de 11,4 %** dans le département, soit autant que la seule catégorie 1 à quelques décimales près. L'exception concernant les personnes inscrites en catégorie 5 (personnes en activité à la recherche d'un autre emploi) demeure néanmoins, avec une hausse de 22 % en un an.

Les trois zones d'emploi du Loir-et-Cher enregistrent des évolutions de plus en plus proches. Le **repli** est toujours **un peu plus important en Romorantinais** (- 14,8 %), mais il est désormais **presque identique en Vendômois** (- 14,3 %) et **se stabilise dans la zone de Blois** (- 10,1 %).

L'écart d'évolution selon le sexe est également en voie de contraction: **- 13,3 % pour les hommes**, **- 10,4 % pour les femmes**. Les spécificités propres à chaque zone d'emploi sont néanmoins toujours présentes: fort avantage aux hommes en Romorantinais (- 22,5 % contre - 6,6 %), aux femmes en Vendômois (- 17,3 % contre - 10,8 %), tandis que le rythme est très voisin pour les deux sexes dans le Blaisois. La tranche d'âge des 25-49 ans apparaît un peu plus avantagée ce trimestre que les deux autres (- 13,4 %, contre - 9 %). On note une baisse de 15,7 % pour les moins de 25 ans dans la zone de Romorantin. Les effectifs des **demandeurs inscrits depuis plus d'un an diminuent de 15,3 %**.

La période estivale est traditionnellement marquée par une **forte affluence d'inscriptions** ② à l'ANPE, notamment de jeunes à la fin de leur scolarité. **Entre juillet et septembre**, l'Agence a ainsi enregistré **5 705 personnes**. C'est un **peu moins qu'au 3<sup>e</sup> trimestre 2005** (- 1,3 %). Le recul est plus marqué pour la France (- 4,2 %) et surtout le Centre (- 7,6 %). Cependant, les **données cumulées** sur 12 mois font apparaître une **diminution de 2,5 %**, du même ordre que celle observée aux échelons géographiques supérieurs, voire très légèrement plus soutenue. Le nombre des **nouvelles inscriptions dues à un licenciement économique est quasiment stable** par rapport au total antérieur (septembre 2004 à septembre 2005), de même que celles correspondant à une première entrée dans la vie active. Les demandes enregistrées suite à une démission ou à une fin de CDD

sont à la baisse. En revanche, on constate une forte augmentation de personnes qui désirent reprendre une activité, signe d'une **confiance retrouvée dans la possibilité de trouver un emploi**.

Les **flux de sortie de l'ANPE** **7** se situent dans la **moyenne élevée** des 5 derniers trimestres, avec un total de 4861. Ils sont de même niveau qu'à l'été 2005 en Loir-et-Cher (- 0,5 %), alors qu'une légère baisse est observée dans le Centre (- 3,2 %) et en France (- 2,1 %). En cumul sur 12 mois, elles sont en croissance de 5,6 % dans le département, de 6,3 % dans la région et de 5 % en France. Les sorties pour reprise d'emploi progressent de près de 10 %.

Le **taux de chômage** **4** du Loir-et-Cher a encore perdu une légère fraction; il s'établit à 7,5 % au 30 septembre, celui de la région à 7,7 % et le taux national à 8,8 %. Les taux sont également en recul de 0,1 point en trois mois dans les trois zones d'emploi<sup>4</sup> du département. Ils s'établissent à 7,9 % dans celle de Romorantin (- 1,6 point sur douze mois), 7,5 % pour celle de Blois (- 0,8 point sur douze mois) et 7 % pour le Vendômois (- 0,7 point sur douze mois).

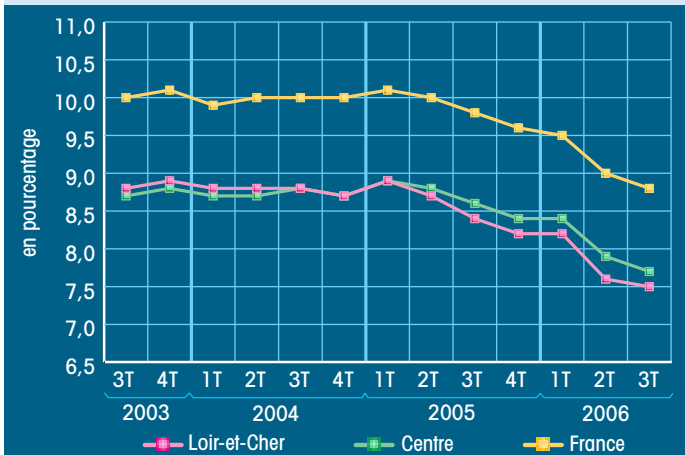
## LES ENTREPRISES DU LOIR-ET-CHER CONTINUENT À EMBAUCHER

L'ANPE a collecté **3 294 offres d'emploi** **5** entre juillet et septembre, soit **7,1 % de plus** qu'au 3<sup>e</sup> trimestre 2005. Une évolution contraire est enregistrée dans le Centre (- 3,1 %), tandis que l'augmentation est plus mesurée en France (+ 3,7 %). De surcroît, le bon résultat du Loir-et-Cher provient essentiellement d'une **hausse spectaculaire des offres d'emplois durables** (+ 32 %); elles représentent ainsi près de 56 % du total, contre 45 % dans les territoires de référence. Inversement, on note un fort recul pour les postes de 3 à 6 mois (- 19 %). **Le total cumulé** sur 12 mois (toutes catégories confondues) est **supérieur de 11,7 %** au précédent, alors que la hausse est de 5 % dans le Centre et en France.

Les mois d'été sont traditionnellement très riches en **intentions d'embauche**, notamment pour les travaux saisonniers, la saison touristique ou le remplacement des salariés en congés. On ne déroge pas à la règle en 2006, bien au contraire, puisque l'URSSAF enregistre une **forte augmentation du nombre de déclarations préalables** **6** (19268): + 35 % en trois mois et + **14,8 %** par rapport à l'été 2005. **Tous les secteurs contribuent** à cette dernière évolution, en particulier le **BTP** (+ 36 %) et le **commerce de détail** (+ 24 %). Dans l'industrie, le mouvement est toutefois nettement plus modéré (+ 1,9 %). En **données cumulées** sur 12 mois, le total est supérieur de 6 % au précédent, grâce en particulier au bâtiment (+ 25 %); on note également une bonne progression de l'industrie (+ 7,3 %).

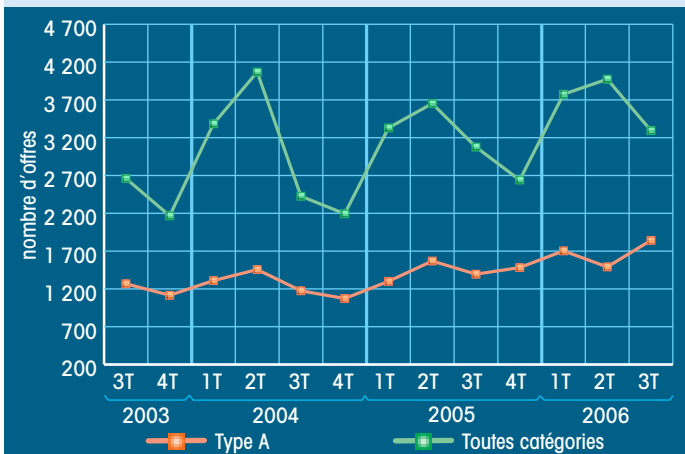
(4) La méthode de calcul des taux de chômage par zone d'emploi a été révisée et améliorée par l'INSEE. Les calculs prennent désormais en compte notamment les fluctuations saisonnières du marché du travail spécifiques à certaines zones. Les taux ont été recalculés sur l'ensemble de la période 1998-2006.

## 4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

## 5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

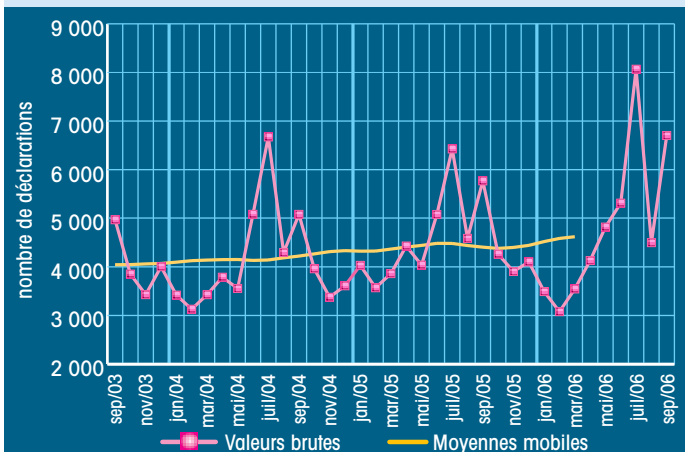
Définition des différentes catégories:

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

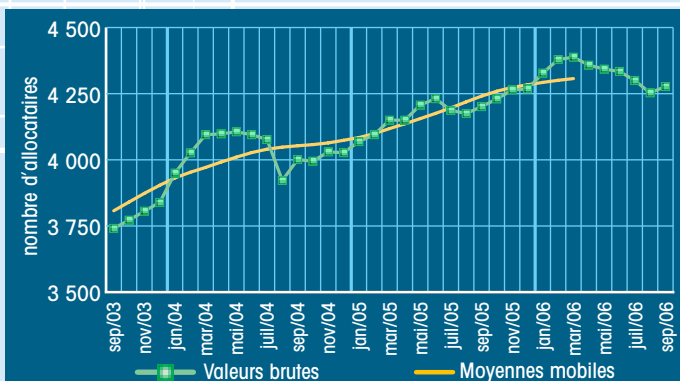
## 6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

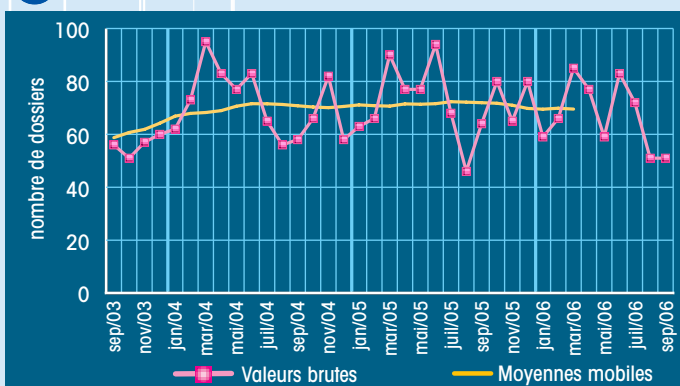
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres: toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

## 1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



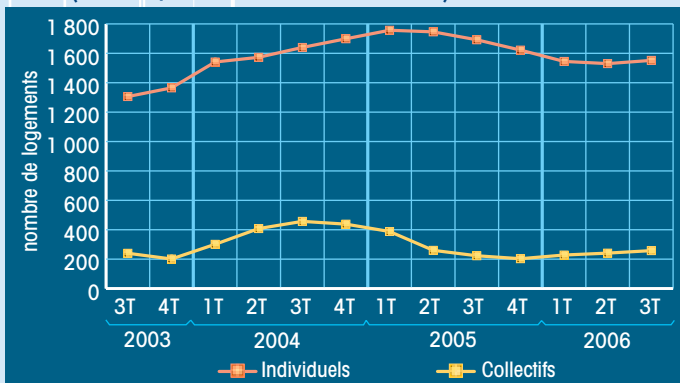
sources CAF et MSA

## 2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

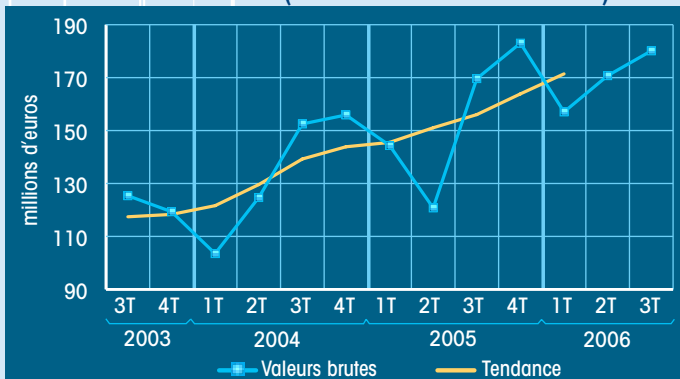
## 3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES\*)



source DRE - Sitadel

(\*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

## 4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

## Repli du RMI au 3<sup>E</sup> TRIMESTRE

Poursuivant sur la lancée du trimestre précédent, le nombre des **bénéficiaires du RMI** ① a **diminué de 1,3 %** durant l'été. Au 30 septembre, le Loir-et-Cher compte **4 277 allocataires**. L'écart par rapport à la même période de l'an dernier demeure positif (+ 1,8 %), mais il s'est réduit.

Le nombre de nouveaux dossiers reçus par la commission de **surendettement** ② durant l'été est nettement moins élevé qu'au trimestre précédent: **178** contre 219, soit **- 20,6 %**. Ce recul est presque deux fois plus important que celui constaté dans le Centre et en France (autour de - 12 %). En **données cumulées**, le total est ainsi **un peu moins élevé** qu'au cours de la période antérieure en Loir-et-Cher (- 2,7 %), alors qu'il est légèrement supérieur dans les territoires de référence.

## LE MARCHÉ IMMOBILIER EST TOUJOURS TRÈS ACTIF

La **construction de nouveaux logements demeure plutôt dynamique**. Entre juillet et septembre, **421 mises en chantier** ③ sont comptabilisées, ce qui constitue un très bon résultat pour la période estivale, le troisième sur les 8 dernières années. La faiblesse de l'habitat collectif persiste, alors que les logements individuels repartent à la hausse, ainsi que le laissaient présager les permis accordés. En **cumul sur 12 mois**, le total des constructions neuves (1 810) s'inscrit en retrait de 5,5 % par rapport au précédent, mais se classe parmi les meilleurs. Les **autorisations délivrées** au cours du trimestre laissent entrevoir une modification de la tendance: elles sont **en repli pour les maisons individuelles** et en **forte augmentation pour les logements collectifs**. Globalement, les deux évolutions devraient s'équilibrer, permettant le **maintien de l'activité à son niveau actuel**.

Le montant des transactions dans l'**immobilier ancien** ④ s'affiche de nouveau **en hausse**, prouvant que la demande reste importante. Avec un montant de 180 M€, l'augmentation atteint 5,5 % en trois mois et 6,2 % par rapport à l'été 2005. Malgré une pause en début d'année, le **total cumulé sur 12 mois est supérieur de 17 %** à celui de la période précédente.

Réalisé avec le concours financier du Conseil général.

Directeur de la publication: Alain Quillout - Tirage: 600 exemplaires - Conception/réalisation: Observatoire - Impression Alleaume - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950